

**Art. 19** - Die Beschäftigungserlaubnisse und die Arbeiterlaubnisse B, die in Anwendung der vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geltenden Bestimmungen erteilt wurden, bleiben gültig.

**Art. 20** - Die Anträge auf Erhalt einer Beschäftigungserlaubnis und einer Arbeiterlaubnis B, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden, bleiben den Bestimmungen unterworfen, die vor diesem Datum galten.

Die auf diese Weise erhaltene Beschäftigungserlaubnis und Arbeiterlaubnis B bleiben bis zum Zeitpunkt ihres Ablaufs gültig.

**Art. 21** - Die in Artikel 19 und 20 erwähnten Arbeits- und Beschäftigungserlaubnisse können nur unter Einhaltung des in Artikel 21 des Zusammenarbeitsabkommens vom 2. Februar 2018 zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Koordinierung der Politik in Sachen Arbeiterlaubnis mit der Politik in Sachen Aufenthaltsgenehmigung und in Sachen Normen für die Beschäftigung und den Aufenthalt ausländischer Arbeitnehmer und des in Artikel 18.3 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 9. Juni 1999 zur Ausführung des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer festgelegten Verfahrens auf Erneuerung der Arbeiterlaubnis erteilt werden.

**Art. 22** - Vorliegender Erlass tritt am Datum des Inkrafttretens des vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommens vom 2. Februar 2018 in Kraft.

**Art. 23** - Der für Beschäftigung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Eupen, den 7. Juni 2018

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

O. PAASCH

Die Vize-Ministerpräsidentin,

Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

I. WEYKMANS

TRADUCTION

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2018/203266]

#### 7 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 3<sup>o</sup>, modifié par les lois spéciales des 16 juillet 1993 et 6 janvier 2014, et 4<sup>o</sup>, modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014, ainsi que l'article 20;

Vu l'Accord de coopération du 2 février 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers, l'article 18, § 2, l'article 24, § 1<sup>er</sup>, et l'article 44, alinéa 3;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 7;

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, l'article 8, § § 1<sup>er</sup> et 2, modifiés en dernier lieu par le décret du 25 avril 2016, l'article 10, alinéa 3, modifié par le décret du 25 avril 2016, et l'article 19, alinéa 2, modifié par le décret du 25 avril 2016;

Vu le décret du 23 avril 2018 portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers, fait à Bruxelles le 2 février 2018;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Vu l'arrêté royal du 3 août 2012 relatif aux modalités d'introduction des demandes et de délivrances des autorisations d'occupation provisoires octroyées dans le cadre de la demande d'obtention par le travailleur étranger d'une « carte bleue européenne »;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 11 avril 2018;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 13 avril 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 25 avril 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière d'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** - Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> ministre communautaire : le ministre du Gouvernement de la Communauté germanophone compétent pour l'Emploi; »;

2<sup>o</sup> dans le 18<sup>o</sup>, les mots « à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « à l'article 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup> »;

3° dans le 19°, les mots « de l'autorité fédérale » sont insérés entre les mots « l'administration » et les mots « en charge de »;

4° l'article est complété par les 20° à 22° rédigés comme suit :

« 20° département : le département du Ministère de la Communauté germanophone compétent en matière d'emploi;

21° permis unique : le titre de séjour comportant une mention au sujet de l'accès au marché de l'emploi, qui autorise un ressortissant d'un pays tiers à résider légalement sur le territoire belge pour y travailler;

22° accord de coopération : l'Accord de coopération du 2 février 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers. »

**Art. 2** - À l'article 2 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 juillet 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 34° est abrogé;

2° dans l'alinéa 3, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le ministre communautaire »;

3° dans l'alinéa 7, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le ministre communautaire ».

**Art. 3** - Dans l'article 5 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 2008 et 17 juillet 2012, les mots « à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 34°, et » sont abrogés.

**Art. 4** - À l'article 9 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 juillet 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 4° le personnel mentionné à la section 1bis, diplômé de l'enseignement supérieur; »;

2° l'alinéa 5 est abrogé.

**Art. 5** - L'article 14 du même arrêté royal est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application du chapitre IV de l'accord de coopération, le certificat médical visé à l'article 61/25-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 5°, de la loi du 15 décembre 1980 est assimilé au certificat médical visé au présent article ».

**Art. 6** - L'article 15, 2°, du même arrêté royal, est remplacé par ce qui suit :

« 2° des personnes mentionnées à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, 9°, 10° et 20°. »

**Art. 7** - Dans le chapitre IV du même arrêté royal, l'intitulé de la section 1bis, insérée par l'arrêté royal du 17 octobre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Section 1bis - L'autorisation de travail dans le cadre de la carte bleue européenne ».

**Art. 8** - L'article 15/1 du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 2012 et modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2013 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15/1 - § 1<sup>er</sup> - Cette section transpose partiellement la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié.

§ 2 - L'autorisation de travail dans le cadre de la carte bleue européenne est octroyée aux conditions suivantes :

1° l'employeur a conclu, avec le travailleur étranger, un contrat de travail pour une durée indéterminée ou pour au moins un an;

2° le travailleur étranger perçoit un salaire brut annuel d'au moins 49 995 euros, calculé et indexé conformément à l'article 37/1;

3° le travailleur dispose d'une qualification professionnelle supérieure et est porteur d'un diplôme qui lui a été délivré par un établissement de formation qui est reconnu comme établissement d'enseignement supérieur dans l'État où il est établi. Est considéré comme diplôme tout diplôme, certificat ou autre titre de formation délivré par une autorité compétente et obtenu après avoir terminé avec fruit des études supérieures, à savoir une série de cours dans une école supérieure de l'État ou reconnue par lui dans l'État concerné, à condition que les études nécessaires à son obtention aient duré trois années au moins.

§ 3 - Par dérogation au § 2, l'autorité compétente peut rejeter une demande dans les cas suivants :

1° afin d'assurer un recrutement éthique dans des secteurs souffrant d'une pénurie de travailleurs qualifiés dans le pays d'origine;

2° si l'employeur, son préposé ou son mandataire a été sanctionné par le passé parce qu'il a enfreint les dispositions instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou a occupé des travailleurs qui ne disposaient pas de titre de séjour ou d'un permis de travail. »

**Art. 9** - L'article 15/2 du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15/2 - Par dérogation à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, le Gouvernement peut fixer les cas dans lesquels l'examen de la situation du marché du travail est nécessaire. »

**Art. 10** - L'article 15/3 du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 2012, est abrogé.

**Art. 11** - À l'article 15/4 du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « par une autorisation provisoire d'occupation ou » sont abrogés;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° tout changement d'employeur ainsi que toutes modifications significatives des conditions d'emploi visées à l'article 15/1, § 2, ayant des conséquences sur la validité de la carte bleue européenne, nécessitent une nouvelle demande d'autorisation de travail qui s'inscrit dans la procédure d'obtention de la carte bleue européenne »;

3° dans le 3°, les mots « est subordonné à l'octroi par l'autorité compétente d'une nouvelle autorisation provisoire d'occupation à l'employeur » sont remplacés par les mots « nécessite une nouvelle demande d'autorisation de travail qui s'inscrit dans la procédure d'obtention de la carte bleue européenne ».

**Art. 12** - Dans le chapitre IV du même arrêté royal, la section 3, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 octobre 2015, et comportant les articles 17 et 18, est remplacée par la section 3 suivante, comportant les articles 17 à 18.32 :

« Section 3 - Procédure d'obtention d'une autorisation de travail, qui s'inscrit dans la procédure d'obtention du permis unique, d'une carte bleue européenne ou d'un autre titre de séjour en vue de travailler et qui autorise un ressortissant d'un pays tiers à travailler pour une période de plus de nonante jours.

Art. 17 - Cette section transpose partiellement la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre.

Art. 17.1 - Les dispositions du chapitre IV de l'accord de coopération s'appliquent sans préjudice des dispositions :

1° des chapitres II et III, du chapitre IV, sections 1<sup>re</sup>, 1bis et 2, du chapitre V, du chapitre VII, sections 1<sup>re</sup> et 3, sauf l'article 31, alinéa 2, et des chapitres VIII à XI;

2° de l'arrêté royal du 7 octobre 2009 portant des dispositions particulières relatives à l'occupation de certaines catégories de travailleurs étrangers.

Les dispositions du chapitre IV de l'accord de coopération ne s'appliquent pas aux demandes mentionnées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 14°.

Art. 18 - Afin de pouvoir occuper en tant que travailleur un ressortissant d'un pays tiers, l'employeur introduit une demande d'autorisation de travail auprès du département, et ce, conformément aux dispositions de l'accord de coopération et à celles de la présente section. En l'espèce, l'employeur agit comme représentant du travailleur. La signature par le travailleur du contrat de travail vaut désignation, par ce travailleur, de l'employeur en tant que représentant.

La demande est introduite au moyen d'un formulaire mis à disposition par le département. Ce formulaire de demande mentionne :

1° les informations personnelles, l'adresse de courrier électronique ou le numéro de fax de l'employeur ou de son mandataire, et, si le travailleur réside à l'étranger au moment de l'introduction de la demande, le poste diplomatique ou consulaire compétent pour son adresse de résidence à l'étranger;

2° les informations personnelles du travailleur;

3° les informations et les détails relatifs à l'occupation du travailleur en région de langue allemande.

La demande est remplie, datée et signée par l'employeur.

Art. 18.1 - La demande faite par le biais de l'employeur est en tous cas introduite par une personne physique disposant de la capacité juridique pour ce faire, notamment l'employeur lui-même, ou bien la personne physique résidant régulièrement en Belgique et agissant au nom et pour compte dudit employeur.

Lorsque l'employeur est établi en dehors de la Belgique, seule cette personne physique est habilitée à agir.

Art. 18.2 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, l'employeur ou, le cas échéant, le travailleur, joint les documents visés à l'article 61/25-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Art. 18.3 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés à l'article 18.2, l'employeur joint les documents suivants :

1° une copie de sa carte d'identité ou de celle de son mandataire;

2° une copie des pages du passeport du travailleur en cours de validité qui reprennent ses informations personnelles ou, si l'intéressé séjourne en Belgique, une copie du document couvrant son séjour;

3° en cas de détachement, une copie du document établi par l'autorité étrangère dont il ressort que la législation de la sécurité sociale de ce pays reste applicable pendant la durée de l'occupation sur le territoire belge ou, s'il n'y a pas d'accord international en la matière, une attestation établie par l'Office national de Sécurité Sociale confirmant que les conditions pour être soumis au système belge des travailleurs ne sont pas remplies.

En cas de renouvellement, les documents suivants sont ajoutés :

1° une copie des fiches ou décomptes de paie pour toute la période de l'autorisation de travail qui arrive à échéance ou une copie du compte salarial individuel après une année calendrier complète de travail par l'intéressé, ainsi que les justificatifs de paiement y afférents;

2° lorsque la demande concerne un détachement dans le cadre du champ d'application du titre IV, chapitre 8, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, la preuve d'inscription au cadastre Limosa.

Art. 18.4 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit d'un stagiaire visé à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° :

1° une copie du contrat de stage visé à l'article 22, 3°, daté et signé par les deux parties;

2° si le stage est rémunéré à l'aide d'une bourse, la preuve de l'octroi de celle-ci à l'intéressé;

3° le programme de formation visé à l'article 22, 4°;

4° une copie du diplôme ou certificat d'études en continuation duquel le stage s'inscrit, accompagnée d'une traduction allemande, le cas échéant;

5° l'engagement, signé par le stagiaire, de n'occuper en Belgique, pendant la période de stage, aucun emploi autre que celui pour lequel l'autorisation a été accordée.

Art. 18.5 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2. et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de personnel hautement qualifié, visé à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 6° et 7°, ou de personnes qui occupent un poste de direction :

1° une copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I et III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties ou, en cas de détachement, une copie du contrat de travail liant le travailleur à son employeur établi à l'étranger, accompagnée d'une traduction, le cas échéant;

2° en cas de détachement, une attestation signée par l'employeur précisant la durée du détachement ainsi que les conditions de travail et de rémunération durant le détachement;

3° pour le personnel hautement qualifié, une copie du diplôme de l'enseignement supérieur obtenu par l'intéressé ou tout autre document attestant de ladite qualification du travailleur, accompagnée d'une traduction allemande, le cas échéant.

Art. 18.6 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de chercheurs ou de professeurs invités visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 8° :

1° pour les chercheurs, le programme de recherche à temps plein avec mention des dates de début et de fin ainsi que de la rémunération ou du subside qui doivent être au moins égaux au barème d'assistant des universités, d'établissements d'enseignement supérieur ou d'établissements scientifiques reconnus;

2° si la demande concerne un chercheur subsidié, la preuve d'octroi du subside;

3° la preuve de la sélection et de l'invitation par l'université, l'établissement d'enseignement supérieur ou l'établissement scientifique reconnu;

4° une copie du diplôme universitaire de l'intéressé dont il ressort qu'il est porteur du titre de docteur, acquis grâce à la remise d'une thèse de doctorat, ou d'un titre académique jugé équivalent, accompagnée d'une traduction, le cas échéant;

5° pour un professeur invité, à moins qu'il ne soit prouvé que, durant son séjour, son institution d'envoi continue à le rémunérer, la preuve qu'une rémunération conforme au barème du personnel enseignant de l'université ou de l'établissement d'enseignement supérieur lui est allouée.

Art. 18.7 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de techniciens spécialisés visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 9° :

1° une copie du contrat de fourniture prouvant que l'installation que le technicien spécialisé vient monter, mettre en marche ou réparer en Belgique a été fabriquée ou livrée par son employeur établi à l'étranger;

2° une copie du contrat de travail liant le technicien à son employeur établi à l'étranger, accompagnée d'une copie de l'ordre ou de la lettre de mission, signé par l'employeur, et spécifiant la durée du détachement ainsi que les conditions de travail et de rémunération pour la durée du détachement, accompagnée d'une traduction, le cas échéant.

Art. 18.8 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, détachés pour une formation de maximum six mois liée à un contrat de vente conclu avec une entreprise belge :

1° une copie du contrat de travail liant le travailleur et l'employeur établi à l'étranger, accompagnée d'une traduction, le cas échéant;

2° une copie du contrat de formation qui a été annexé au contrat de vente mentionnant la durée de la formation ainsi que les conditions de travail et de rémunération durant la formation;

3° une copie du contrat de vente conclu entre l'entreprise belge et l'employeur établi à l'étranger.

Art. 18.9 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de sportifs professionnels ou d'entraîneurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 11° :

1° une copie du contrat de travail de sportif rémunéré conforme aux dispositions des articles 2 à 9 de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré, daté et signé par les deux parties;

2° une déclaration sur l'honneur par laquelle l'employeur s'engage à respecter le montant de rémunération visé à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 11°.

Art. 18.10 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 12° et 13°, exerçant une fonction à responsabilité dans une compagnie aérienne étrangère ayant un siège d'exploitation en Belgique ou dans un office de tourisme de leur pays :

1° une copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I et III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties ou, en cas de détachement, une copie du contrat de travail liant le travailleur à son employeur établi à l'étranger, accompagnée d'une traduction, le cas échéant;

2° en cas de détachement, une attestation signée par l'employeur précisant la durée de celui-ci ainsi que les conditions de travail et de rémunération durant le détachement;

Art. 18.11 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit d'artistes de spectacle visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 15° :

1° une copie du contrat de travail pour artiste de spectacle rempli, daté et signé par les deux parties, et contenant les mentions et dispositions prévues à l'annexe II du présent arrêté;

2° une lettre explicative de l'employeur sur la nature des activités artistiques dans le cadre de l'autorisation de travail.

Art. 18.12 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 18° et 19°, détachés pour suivre une formation dans un siège belge du groupe multinational auquel leur entreprise appartient :

1° une copie du contrat de travail liant le travailleur et l'employeur établi à l'étranger, accompagnée d'une traduction, le cas échéant;

2° la preuve que le siège belge où la formation a lieu fait partie du groupe multinational auquel l'entreprise du travailleur appartient;

3° une copie du contrat de formation, mentionnant la durée de la formation ainsi que les conditions de travail et de rémunération durant la formation en Belgique.

Art. 18.13 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 20°, ayant le statut de résident de longue durée dans un autre État membre de l'Union européenne, et dont l'autorisation de travail concerne une profession reconnue, par l'autorité compétente, comme connaissant une pénurie de main-d'œuvre :

1° une copie de la carte de séjour de résident de longue durée, obtenue par l'intéressé dans un autre État membre de l'Union européenne, reprenant expressément la mention adéquate « Résident de longue durée-CE » au sens de la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée;

2° une copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I à III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties.

Art. 18.14 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° :

1° une copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I à III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties;

2° une copie du diplôme du travailleur attestant la réussite d'au moins trois années d'études supérieures postsecondaires dispensées par un établissement d'enseignement supérieur reconnu comme tel par l'État où il est établi. Le diplôme est traduit vers l'allemand par un traducteur et la copie est légalisée par le poste diplomatique ou consulaire compétent.

Art. 18.15 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint la preuve qu'il s'agit d'un culte reconnu et que l'intéressé est ministre de ce culte, s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°. La preuve est apportée au moyen d'une copie de l'acte de désignation par le SPF Justice ou d'une copie de la désignation par le responsable belge du culte reconnu. La durée et le lieu de la mission, ainsi que les moyens de subsistance sont mentionnés.

Art. 18.16 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit du personnel visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, qui assure l'entretien des sépultures de militaires étrangers :

1° tout document démontrant que le travailleur est occupé par une instance officielle chargée de l'entretien des sépultures étrangères, en vue d'assurer l'entretien des sépultures de militaires étrangers;

2° une copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I à III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties.

Art. 18.17 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de marins visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup> :

1<sup>o</sup> la preuve de l'inscription sur la liste du Pool;

2<sup>o</sup> une copie du contrat d'engagement maritime à bord d'un navire conforme aux dispositions des articles 29 à 39 de la loi du 3 juin 2007 portant des dispositions diverses relatives au travail, daté et signé par le marin et l'employeur, l'armateur, son préposé ou le capitaine.

Art. 18.18 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint une copie de la carte de presse du journaliste, provisoire ou définitive, délivrée par l'autorité compétente s'il s'agit de journalistes visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>, séjournant en Belgique et exclusivement attachés à des journaux publiés à l'étranger, ou à des agences de presse, stations de radio ou télévision établies à l'étranger.

Art. 18.19 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 20<sup>o</sup> :

1<sup>o</sup> une copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I à III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties;

2<sup>o</sup> une copie de l'accord international en exécution duquel l'occupation a lieu;

3<sup>o</sup> la preuve que l'accord international, en exécution duquel l'occupation a lieu, a été approuvé par une autorité régionale ou communautaire dans le cadre de leurs compétences respectives.

Art. 18.20 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de stagiaires visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 21<sup>o</sup> :

1<sup>o</sup> une copie du contrat de stage daté et signé par les deux parties mentionnant la durée du stage et la rémunération;

2<sup>o</sup> s'il s'agit d'un stagiaire occupé dans le cadre d'un programme approuvé par une organisation internationale de droit public établie en Belgique, et dont le statut est régi par un traité en vigueur, la preuve de l'approbation de ce programme par l'organisation internationale;

3<sup>o</sup> en cas de programme d'échanges basé sur la réciprocité, la preuve de celle-ci.

Art. 18.21 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de postdoctorants étrangers visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 25<sup>o</sup> :

1<sup>o</sup> la preuve que le postdoctorant est titulaire d'un titre de docteur ou qu'il possède des qualités scientifiques exceptionnelles dont l'existence est attestée par l'université d'accueil;

2<sup>o</sup> la preuve que le postdoctorant bénéficie d'un subside à savant avec mention du montant de celui-ci;

3<sup>o</sup> la preuve que le postdoctorant mène à bien une recherche scientifique fondamentale dans une université d'accueil, avec précision de la durée de la recherche.

Art. 18.22 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint, lorsqu'il s'agit de chercheurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 26<sup>o</sup>, une copie de la convention d'accueil entre le chercheur et l'organisme de recherche agréé remplie, datée et signée par les deux parties.

Art. 18.23 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit de cadres et de personnel de direction visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 33<sup>o</sup> :

1<sup>o</sup> une copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I à III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties, et mentionnant la rémunération annuelle;

2<sup>o</sup> une attestation d'un réviseur d'entreprises, repris sur la liste de l'Institut belge des réviseurs d'entreprises, certifiant que l'employeur satisfait aux conditions légales pour être qualifié de siège central.

Art. 18.24 - Au formulaire visé à l'article 18, alinéa 2, et aux documents visés aux articles 18.2 et 18.3, l'employeur joint, lorsqu'il s'agit de travailleurs non visés ni par les articles 18.4 à 18.23, ni par les articles 18.26 et 18.27, une copie du contrat de travail rempli, daté et signé par les deux parties, et contenant les mentions et dispositions reprises à l'annexe I<sup>re</sup> jointe à cet arrêté.

Art. 18.25 - Sans préjudice de l'application des articles 18.2 à 18.24, le département peut inviter l'employeur à joindre à la demande d'autres documents nécessaires à son traitement.

Art. 18.26 - § 1<sup>er</sup> - En cas d'occupation visée à l'article 16, le travailleur ressortissant d'un pays tiers introduit, auprès du département, une demande d'autorisation de travail pour une durée illimitée et couvrant toutes les professions salariées, et ce, conformément aux dispositions du présent arrêté.

La demande est introduite au moyen d'un formulaire mis à disposition par le département. Ce formulaire de demande mentionne :

1<sup>o</sup> les informations personnelles du travailleur;

2<sup>o</sup> les données relatives à de précédentes périodes d'occupation en Belgique;

3<sup>o</sup> le poste diplomatique ou consulaire compétent pour son adresse de résidence à l'étranger si le travailleur réside à l'étranger au moment de l'introduction de la demande.

Il est dûment rempli, daté et signé par le ressortissant d'un pays tiers.

§ 2 - Au formulaire visé au § 1<sup>er</sup> et aux documents visés à l'article 18.2, le travailleur joint les documents suivants :

1<sup>o</sup> une copie de ses permis de travail B visés à l'article 3, 2<sup>o</sup>, ou de ses titres de séjour en vue de travailler pour une période de plus de nonante jours, obtenus précédemment;

2<sup>o</sup> une copie des fiches ou décomptes de paie pour la période complète la plus récente de l'autorisation de travail, ainsi que les justificatifs de paiement y relatifs;

3<sup>o</sup> une copie du contrat de travail en cours ou, à défaut, de tout autre document prouvant que le ressortissant d'un pays tiers dispose de moyens de subsistance suffisants, et ce, conformément à l'article 61/25-5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980.

Art. 18.27 - § 1<sup>er</sup> - En vue de son occupation visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 35<sup>o</sup>, le ressortissant étranger ayant obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre État membre de l'Union européenne introduit, auprès du département, une demande d'autorisation de travail sous la forme d'une dispense visée audit article, et ce, conformément aux dispositions du présent arrêté.

La demande est introduite au moyen d'un formulaire mis à disposition par le département. Ce formulaire de demande mentionne les informations visées à l'article 18.26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Il est rempli, daté et signé par le ressortissant étranger.

§ 2 - Au formulaire visé au § 1<sup>er</sup> et aux documents visés à l'article 18.2, le travailleur joint les documents suivants :

1<sup>o</sup> une copie de ses permis de travail B visés à l'article 3, 2<sup>o</sup>, ou de ses titres de séjour en vue de travailler pour une période de plus de nonante jours, obtenus précédemment;

2<sup>o</sup> une copie des fiches ou décomptes de paie pour la période complète la plus récente de l'autorisation de travail, ainsi que les justificatifs de paiement y relatifs;

3<sup>o</sup> une copie du contrat de travail en cours ou, à défaut, de tout autre document prouvant que le ressortissant d'un pays tiers dispose de moyens de subsistance suffisants, et ce, conformément à l'article 61/25-5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980.

Art. 18.28 - Le département examine la demande dans le respect des dispositions de l'accord de coopération.

Art. 18.29 - Est considérée comme incomplète la demande qui ne contient pas les données et documents visés aux articles 18 à 18.3, ni ceux éventuellement visés aux articles 18.4 à 18.27.

Dans les dix jours suivant la réception de la demande mentionnée aux articles 18, 18.25 ou 18.26, le département statue sur la complétude de ladite demande et informe le demandeur sur sa complétude et sa recevabilité.

En application de l'article 19, § 2, de l'accord de coopération, le demandeur peut compléter sa demande après y avoir été invité par le département. Une fois la demande complète, le département informe le demandeur sur sa complétude et sa recevabilité.

Une décision d'irrecevabilité est transmise par le département au demandeur ou au travailleur issu d'un pays tiers, et ce, par recommandé.

Art. 18.30 - Le département examine la demande d'autorisation de travail proprement dite, après analyse des pièces pertinentes du dossier jugé complet, ainsi que des informations et documents qui ont été réclamés eu égard à leur utilité pour le traitement de ladite demande.

Sur la base de l'examen réalisé par le département, le ministre communautaire statue sur la demande proprement dite.

Si le ministre communautaire rejette la demande d'autorisation au travail, le département notifie la décision de refus à l'employeur ainsi qu'au travailleur répondant aux conditions visées à l'article 9 de la loi, et ce, par lettre recommandée.

Conformément à l'article 9 de la loi, la décision mentionne :

1<sup>o</sup> la possibilité d'introduire un recours;

2<sup>o</sup> les instances compétentes qui en prennent connaissance;

3<sup>o</sup> les exigences de formes et de délais à respecter.

Art. 18.31 - § 1<sup>er</sup> - Le demandeur dont la demande a été rejetée peut introduire un recours auprès du ministre communautaire, et ce, dans les trente jours à dater de la notification.

Si le ministre communautaire rejette à nouveau la demande, le département transmet la décision au demandeur par recommandé.

§ 2 - Tant que le recours est pendant auprès du ministre communautaire, est déclarée irrecevable toute demande introduite après l'introduction de ce recours en vertu de :

1<sup>o</sup> l'article 18, pour autant qu'il s'agisse d'occuper le même travailleur et que ledit recours pendant auprès du ministre communautaire concerne une demande introduite en vertu dudit article;

2<sup>o</sup> l'article 18.26, par le même travailleur, pour autant que ledit recours pendant auprès du ministre communautaire concerne une demande introduite en vertu dudit article;

3<sup>o</sup> l'article 18.27, par le même travailleur, pour autant que ledit recours pendant auprès du ministre communautaire concerne une demande introduite en vertu dudit article.

Art. 18.32 - Sans préjudice de l'article 21 de l'accord de coopération, les documents visés aux articles 18.4 à 18.24 qui sont restés inchangés depuis leur transmission au département ne sont pas joints à la demande de renouvellement de l'autorisation de travail. »

**Art. 13** - Dans l'article 37/1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, les mots « article 15/1, alinéa 1<sup>er</sup>, point b) » sont remplacés par les mots « article 15/1, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> ».

**Art. 14** - Dans l'article 37/2 du même arrêté royal, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, les mots « article 15/1 » sont remplacés par les mots « article 15/1, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> ».

**Art. 15** - Dans l'article 38, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le ministre communautaire ».

**Art. 16** - L'arrêté royal du 3 août 2012 relatif aux modalités d'introduction des demandes et de délivrances des autorisations d'occupation provisoires octroyées dans le cadre de la demande d'obtention par le travailleur étranger d'une « carte bleue européenne » est abrogé.

**Art. 17** - Les permis de travail A octroyés en application des dispositions en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables.

**Art. 18** - Les demandes d'obtention du permis de travail A introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux dispositions en vigueur avant cette date.

**Art. 19** - Les autorisations d'occupation et les permis de travail B octroyés en application des dispositions en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, restent valables.

**Art. 20** - Les demandes d'obtention de l'autorisation d'occupation et du permis de travail B introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, restent soumises aux dispositions en vigueur avant cette date.

L'autorisation d'occupation et le permis de travail B ainsi obtenus restent valables jusqu'à leur terme.

**Art. 21** - Les permis de travail et autorisations d'occupation mentionnés aux articles 19 et 20 ne peuvent être octroyés que dans le respect de la procédure de renouvellement de l'autorisation de travail fixée à l'article 21 de l'Accord de coopération du 2 février 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers et à l'article 18.3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

**Art. 22** - Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord de coopération du 2 février 2018 susmentionné.

**Art. 23** - Le Ministre compétent en matière d'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Eupen, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :  
Le Ministre-Président  
O. PAASCH  
La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,  
I. WEYKMANS

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

[2018/203266]

**7 JUNI 2018. — Besluit van de Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 1, IX, 3°, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 6 januari 2014, 4°, gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014, en artikel 20;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten, artikel 18, § 2, artikel 24, § 1, en artikel 44, derde lid;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 7;

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikel 8, § 1 en 2, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 25 april 2016, artikel 10, vierde lid, gewijzigd bij het decreet van 25 april 2016, en artikel 19, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 25 april 2016;

Gelet op het decreet van 23 april 2018 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten, gedaan te Brussel op 2 februari 2018;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 betreffende de regels voor het indienen van de aanvragen en het afleveren van voorlopige arbeidsvergunning in het kader van de aanvraag door een buitenlandse werknemer ter verkrijgen van een "Europese blauwe kaart";

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 11 april 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-Président, bevoegd voor Begroting, d.d. 13 april 2018;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van dertig dagen, ingediend bij de Raad van State op 25 april 2018 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit advies niet binnen die termijn is verstrekt;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werkgelegenheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1** - In artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt :

"4° Gemeenschapsminister: de minister van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap bevoegd voor Werkgelegenheid;"

2° in de bepaling onder 18° worden de woorden "bij artikel 1, 3°" vervangen door de woorden "bij artikel 1, 15°";

3° in de bepaling onder 19° worden tussen de woorden "het bestuur" en de woorden "dat belast is" de woorden "van de federale overheid" ingevoegd;

4° er worden bepalingen onder 20° tot 22° toegevoegd, luidende :

"20° departement: het departement van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap dat bevoegd is voor Werkgelegenheid;

21° gecombineerde vergunning: de verblijfstitel die een vermelding bevat over de toegang tot de arbeidsmarkt en die een onderdaan van een derde land in staat stelt om wettelijk op het Belgische grondgebied te verblijven om er te werken;

22° samenwerkingsakkoord: het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten."

**Art. 2** - In artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 juli 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 34° opgeheven;

2° in het derde lid wordt het woord "Minister" vervangen door het woord "Gemeenschapsminister";

3° in het zevende lid wordt het woord "Minister" vervangen door het woord "Gemeenschapsminister".

**Art. 3** - In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 december 2008 en 17 juli 2012, worden de woorden "in artikel 2, eerste lid, punt 34°," opgeheven.

**Art. 4** - In artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 juli 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 4° opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"4° het hooggeschoold personeel, vermeld in afdeling 1bis;"

2° het vijfde lid wordt opgeheven.

**Art. 5** - Artikel 14 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een vijfde lid, luidende :

"Voor de toepassing van hoofdstuk IV van het samenwerkingsakkoord wordt het geneeskundig getuigschrift vermeld in artikel 61/25-2, § 1, tweede lid, 5°, van de wet van 15 december 1980 gelijkgesteld met een geneeskundig getuigschrift als vermeld in dit artikel."

**Art. 6** - Artikel 15, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

"2° van personen als vermeld in artikel 9, eerste lid, 4°, 9°, 10° en 20°."

**Art. 7** - In hoofdstuk IV van hetzelfde koninklijk besluit wordt het opschrift van afdeling 1bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 oktober 2012, vervangen als volgt :

"Afdeling 1bis - De toelating tot arbeid in het kader van de Europese blauwe kaart"

**Art. 8** - Artikel 15/1 van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2012 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2013 en het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 15/1 - § 1 - Deze afdeling voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2009/50/EG van de Raad van 25 mei 2009 betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met het oog op een hooggekwalificeerde baan.

§ 2 - De toelating tot arbeid in het kader van de Europese blauwe kaart wordt toegekend als aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de werkgever heeft met de buitenlandse werknemer een arbeidsovereenkomst gesloten van onbepaalde duur of voor minstens één jaar;

2° de buitenlandse werknemer krijgt een bruto jaarloon van 49.995 euro of meer, berekend en aangepast aan het indexcijfer conform artikel 37/1;

3° de werknemer beschikt over een hogere beroepskwalificatie en is in het bezit van een diploma, uitgereikt door een onderwijsinstelling die erkend is als hogere onderwijsinstelling door de Staat waarin de instelling is gevestigd. Als diploma worden beschouwd: alle diploma's, getuigschriften of andere opleidingstitels die uitgereikt zijn door een bevoegde overheid na het succesvol beëindigen van een postsecundair programma voor hogere studies, d.i. een geheel van lessen, verstrekt door een onderwijsinstelling die erkend is als hogere onderwijsinstelling door de betrokken Staat, op voorwaarde dat de studies die nodig zijn om het diploma van hoger onderwijs te behalen, minstens drie jaar hebben geduurd.

§ 3 - In afwijking van § 2 kan de bevoegde overheid in de volgende gevallen een aanvraag afwijzen :

1° om een ethische rekrutering te verzekeren in de sectoren met een tekort aan gekwalificeerde werknemers in het land van oorsprong;

2° als de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber eerder gesanctioneerd werd omdat hij zich niet schikte naar de bepalingen tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of omdat hij werknemers heeft tewerkgesteld die geen toelating tot verblijf en tewerkstelling hadden."

**Art. 9** - Artikel 15/2 van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 15/2 - In afwijking van artikel 9, eerste lid, 4°, kan de Regering de gevallen bepalen waarin een onderzoek van de arbeidsmarkt noodzakelijk is."

**Art. 10** - Artikel 15/3 van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2012, wordt opgeheven.

**Art. 11** - In artikel 15/4 van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden "door een voorlopige arbeidsvergunning of" opgeheven;

2° de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt :

"2° veronderstelt elke wijziging van werkgever, alsook elke betekenisvolle wijziging van de arbeidsvoorwaarden, vermeld in artikel 15/1, § 2, die gevolgen heeft voor de geldigheid van de Europese blauwe kaart, een nieuwe aanvraag van toelating tot arbeid die deel uitmaakt van een procedure om de Europese blauwe kaart te verkrijgen;"

3° in de bepaling onder 3° worden de woorden "de toekenning door de bevoegde overheid van een nieuwe voorlopige arbeidsvergunning aan de werkgever" vervangen door de woorden "een nieuwe aanvraag van toelating tot arbeid die deel uitmaakt van een procedure om de Europese blauwe kaart te verkrijgen".

**Art. 12** - In hoofdstuk IV van hetzelfde koninklijk besluit wordt afdeling 3, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2015, die de artikelen 17 en 18 omvat, vervangen door de volgende afdeling 3, die de artikelen 17 tot 18.32 omvat, luidende :

"Afdeling 3 - Procedure voor de toelating tot arbeid die deel uitmaakt van een procedure om een gecombineerde vergunning, een Europese blauwe kaart of een andere verblijfstitel te verkrijgen met het oog op werk en die de onderdaan van een derde land de mogelijkheid biedt voor een periode van meer dan negentig dagen te werken

Art. 17 - Deze afdeling voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven.

Art. 17.1 - De bepalingen van hoofdstuk IV van het samenwerkingsakkoord gelden met behoud van de toepassing van :

1° hoofdstuk II en III, hoofdstuk IV, afdeling 1, 1bis en 2, hoofdstuk V, hoofdstuk VII, afdeling 1 en 3, met uitzondering van artikel 31, tweede lid, en hoofdstuk VIII tot en met XI;

2° het koninklijk besluit van 7 oktober 2009 houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot de tewerkstelling van sommige categorieën van buitenlandse werknemers.



De bepalingen van hoofdstuk IV van het samenwerkingsakkoord zijn niet van toepassing op aanvragen op basis van artikel 2, eerste lid, 14°.

Art. 18 - Voor de tewerkstelling van een werknemer, onderdaan van een derde land, vraagt de werkgever conform de bepalingen van het samenwerkingsakkoord en conform de bepalingen van deze afdeling een toelating tot arbeid aan bij het departement. De werkgever treedt daarbij op als vertegenwoordiger van de werknemer. De ondertekening van de arbeidsovereenkomst door de werknemer geldt als instemming van de werknemer met de aanwijzing van de werkgever als zijn vertegenwoordiger.

De aanvraag wordt ingediend via een formulier dat het departement ter beschikking stelt. Dat aanvraagformulier vermeldt :

1° de persoonlijke gegevens, het e-mailadres of het faxnummer van de werkgever of van diens mandataris en de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor het verblijfsadres van de werknemer als deze in het buitenland verblijft op het ogenblik van de indiening van de aanvraag;

2° de persoonlijke gegevens van de werknemer;

3° de gegevens en de details aangaande de tewerkstelling van de werknemer in het Duitse taalgebied.

De aanvraag wordt door de werkgever ingevuld, gedagtekend en ondertekend.

Art. 18.1 - De via de werkgever ingediende aanvraag kan alleen worden ingediend door een natuurlijke persoon die daarvoor over de vereiste rechtsbekwaamheid beschikt, met name door de werkgever zelf of door de natuurlijke persoon die op regelmatige wijze in België verblijft en in naam en voor rekening van de werkgever handelt.

Voor de in het buitenland gevestigde werkgever kan alleen die natuurlijke persoon optreden.

Art. 18.2 - De werkgever of, in voorkomend geval, de werknemer, voegt de documenten vermeld in artikel 61/25-2, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid.

Art. 18.3 - Naast de documenten vermeld in artikel 18.2, voegt de werkgever de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van zijn identiteitsbewijs of dat van zijn volmachtouder;

2° een kopie van de bladzijden van het geldig paspoort van de werknemer die zijn persoonlijke gegevens bevatten of, als de betrokkene in België verblijft, een kopie van het document dat zijn verblijf dekt;

3° in geval van detachering, een kopie van het document, afgeleverd door de buitenlandse instelling, dat verklaart dat de socialezekerheidswetgeving van dat land van toepassing blijft tijdens de tewerkstelling op het Belgische grondgebied, of, als een internationale overeenkomst daarover ontbreekt, een verklaring van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid dat de voorwaarden om onderworpen te zijn aan het Belgische stelsel voor werknemers, niet vervuld zijn.

In geval van hernieuwing worden de volgende stukken toegevoegd :

1° een kopie van de loonfiches of loonafrekeningen voor de volledige periode van de toelating tot arbeid die verstrijkt of een kopie van de individuele rekening na een volledig kalenderjaar waarin de betrokkene heeft gewerkt, alsook de betalingsbewijzen ervan;

2° als de aanvraag een detachering betreft binnen het toepassingsgebied van titel IV, hoofdstuk 8, van de programmawet (I) van 27 december 2006: het bewijs van inschrijving in het Limosakadaster.

Art. 18.4 - Voor stagiairs als vermeld in artikel 9, eerste lid, 5°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de stageovereenkomst vermeld in artikel 22, 3°, ingevuld, gedagtekend en ondertekend door beide partijen;

2° als de stage wordt betaald door middel van een beurs, het bewijs van de toekenning van die beurs aan de betrokkene;

3° het opleidingsprogramma vermeld in artikel 22, 4°;

4° een kopie van het diploma of van het getuigschrift van de studie in het verlengde waarvan de stage plaatsvindt, in voorkomend geval met een Duitse vertaling ervan;

5° de verbintenis, ondertekend door de stagiair, om tijdens de stageperiode geen andere betrekking in België te bekleden dan die waarvoor de toelating werd verleend.

Art. 18.5 - Voor hooggekwalificeerd personeel of personen die een leidinggevende functie bekleden als vermeld in artikel 9, eerste lid, 6° en 7°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de arbeidsovereenkomst conform de bepalingen van titel I en titel III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gedagtekend en door beide partijen ondertekend, of, in geval van detachering, een kopie van de arbeidsovereenkomst tussen de werknemer en zijn in het buitenland gevestigde werkgever, in voorkomend geval met een vertaling ervan;

2° in geval van detachering, een attest ondertekend door de werkgever waarin hij de duur van de detachering bepaalt, alsook de arbeids- en loonvoorwaarden tijdens de duur van de detachering;

3° voor hooggekwalificeerd personeel, een kopie van de diploma's van het hoger onderwijs die de betrokkene heeft behaald of elk ander document dat de kwalificatie van de werknemer bevestigt, in voorkomend geval met een Duitse vertaling ervan.

Art. 18.6 - Voor navorsers of gasthoogleraren als vermeld in artikel 9, eerste lid, 8°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° voor navorsers, het voltijdse programma van wetenschappelijk onderzoek, met vermelding van de begin- en einddatum, alsook met vermelding van de bezoldiging of de subsidie die ten minste overeenstemt met het barema van assistent van de universiteiten, instellingen van hoger onderwijs of erkende wetenschappelijke instellingen;

2° voor een gesubsidieerde navorsers, het bewijs van de toekenning van de subsidie;

3° het bewijs van de selectie en van de uitnodiging door de universiteit, instelling van hoger onderwijs of erkende wetenschappelijke instelling;

4° een kopie van het universitaire diploma van de betrokkene waaruit blijkt dat hij houder is van een op basis van een doctoraal proefschrift verkregen doctorstitel of van een gelijkwaardig bevonden academische titel, in voorkomend geval met een vertaling ervan;

5° voor een gasthoogleraar, tenzij het bewijs wordt geleverd dat zijn uitzendende instelling hem gedurende zijn verblijf verder bezoldigt, het bewijs dat hem een bezoldiging wordt toegekend die overeenstemt met het barema van het onderwijspersoneel aan de universiteit of in de instelling van hoger onderwijs.

Art. 18.7 - Voor gespecialiseerde technici als vermeld in artikel 9, eerste lid, 9°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de leveringsovereenkomst waaruit blijkt dat de installatie die de gespecialiseerde technicus in België monteert, op gang brengt of herstelt, vervaardigd of geleverd is door zijn werkgever die in het buitenland gevestigd is;

2° een kopie van de arbeidsovereenkomst tussen de technicus en zijn in het buitenland gevestigde werkgever, waarbij een kopie gevoegd is van de door de werkgever ondertekende dienstopdracht of opdrachtbrief, met bepaling van de duur van de detachering alsook van de arbeids- en loonvoorwaarden voor de duur van de detachering, in voorkomend geval met een vertaling ervan.

Art. 18.8 - Voor werknemers als vermeld in artikel 9, eerste lid, 10°, die gedetacheerd werden om een opleiding van hoogstens zes maanden te volgen die verbonden is aan een met een Belgische onderneming gesloten verkoopcontract, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de arbeidsovereenkomst tussen de werknemer en de in het buitenland gevestigde werkgever, in voorkomend geval met een vertaling ervan;

2° een kopie van de opleidingsovereenkomst die bij het verkoopcontract gevoegd werd, met vermelding van de duur van de opleiding, alsook de arbeids- en loonvoorwaarden tijdens de opleiding;

3° een kopie van het verkoopcontract tussen de Belgische onderneming en de in het buitenland gevestigde werkgever.

Art. 18.9 - Voor beroepssportlui en trainers als vermeld in artikel 9, eerste lid, 11°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de gedagtekende en door beide partijen ondertekende arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars in overeenstemming met de artikelen 2 tot 9 van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars;

2° een verklaring op erewoord, waarbij de werkgever er zich toe verbindt de betaling van het bedrag van de bezoldiging vermeld in artikel 9, eerste lid, 11°, te eerbiedigen.

Art. 18.10 - Voor personen als vermeld in artikel 9, eerste lid, 12° en 13°, die een verantwoordelijkheidsfunctie uitoefenen in een buitenlandse luchtvaartmaatschappij met een exploitatiezetel in België of in een toeristische dienst van hun land voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de arbeidsovereenkomst conform de bepalingen van titel I en titel III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gedagtekend en door beide partijen ondertekend, of, in geval van detachering, een kopie van de arbeidsovereenkomst tussen de werknemer en zijn in het buitenland gevestigde werkgever, in voorkomend geval met een vertaling ervan;

2° in geval van detachering, een attest ondertekend door de werkgever waarin hij de duur van de detachering bepaalt, alsook de arbeids- en loonvoorwaarden tijdens de duur van de detachering.

Art. 18.11 - Voor schouwspelartiesten als vermeld in artikel 9, eerste lid, 15°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de ingevulde, gedagtekende en door beide partijen ondertekende arbeidsovereenkomst voor schouwspelartiesten, met alle vermeldingen en bepalingen opgenomen in bijlage II van dit besluit;

2° een brief met uitleg van de werkgever over de aard van de artistieke handelingen in het kader van de toelating tot arbeid.

Art. 18.12 - Voor werknemers als vermeld in artikel 9, eerste lid, 18° en 19°, die gedetacheerd worden om een opleiding te volgen in een Belgische zetel van de multinationale groep waartoe hun onderneming behoort, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de arbeidsovereenkomst tussen de werknemer en de in het buitenland gevestigde werkgever, in voorkomend geval met een vertaling ervan;

2° het bewijs dat de Belgische zetel waar de opleiding plaatsvindt, deel uitmaakt van de multinationale groep waartoe de onderneming van de werknemer behoort;

3° een kopie van de opleidingsovereenkomst, met vermelding van de duur van de opleiding alsook van de arbeids- en loonvoorwaarden tijdens de opleiding in België.

Art. 18.13 - Voor werknemers als vermeld in artikel 9, eerste lid, 20°, die de status van langdurig ingezeten onderdaan in een andere lidstaat van de Europese Unie hebben en voor wie de toelating tot arbeid een beroep betreft waarvoor de bevoegde overheid erkend heeft dat er een tekort aan arbeidskrachten is, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de verblijfskaart van langdurig ingezeten onderdaan die de betrokkene verkregen heeft in een andere lidstaat van de Europese Unie, waarin de passende vermelding "langdurig ingezetene-EG" als bedoeld in de Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen uitdrukkelijk is opgenomen;

2° een kopie van de gedagtekende en door beide partijen ondertekende arbeidsovereenkomst, conform de bepalingen in titel I tot III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 18.14 - Voor werknemers als vermeld in artikel 9, eerste lid, 4°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de gedagtekende en door beide partijen ondertekende arbeidsovereenkomst, conform de bepalingen in titel I en III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° een kopie van het diploma van de werknemer dat bevestigt dat hij geslaagd is voor een postsecundaire cyclus van minstens drie jaar hogere studies aan een instelling voor hoger onderwijs die in de Staat waar die instelling gevestigd is, als zodanig erkend is. Het diploma wordt door een vertaler in het Duits vertaald en de kopie wordt door de bevoegde diplomatieke of consulaire post gelegaliseerd.

Art. 18.15 - Voor werknemers als vermeld in artikel 2, eerste lid, 6°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid, het bewijs dat het om een erkende eredienst gaat en dat de betrokkene bedienaar van die eredienst is. Het bewijs wordt geleverd met een kopie van de aanstellingsakte van de FOD Justitie of met een kopie van het bewijs van aanstelling door de Belgische verantwoordelijke van de erkende eredienst. De duur en de plaats van de opdracht en de bestaansmiddelen worden vermeld.

Art. 18.16 - Voor personeel dat de graven van buitenlandse militairen onderhoudt als vermeld in artikel 2, eerste lid, 7°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid:

1° elk document dat aantoonst dat de werknemer wordt tewerkgesteld door een officiële instantie die belast is met het onderhoud van militaire begraafplaatsen om het onderhoud van de graven van buitenlandse militairen te verzekeren;

2° een kopie van de gedagtekende en door beide partijen ondertekende arbeidsovereenkomst, conform de bepalingen in titel I tot III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 18.17 - Voor zeelieden als vermeld in artikel 2, eerste lid, 8°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° het bewijs van inschrijving op de Poollijst;

2° een kopie van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst aan boord van zeeschepen, conform de bepalingen van artikel 29 tot 39 van de wet van 3 juni 2007 houdende diverse arbeidsbepalingen, gedagtekend en ondertekend door de zeeman en de werkgever, de reder, zijn gemachtigde of de kapitein.

Art. 18.18 - Voor journalisten die in België verblijven en die uitsluitend verbonden zijn aan dagbladen die in het buitenland uitgegeven worden of aan persagentschappen, radio- of televisiestations die in het buitenland gevestigd zijn, vermeld in artikel 2, eerste lid, 15°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid, een kopie van de voorlopige of definitieve perskaart van de journalist afgeleverd door de bevoegde overheid.

Art. 18.19 - Voor werknemers als vermeld in artikel 2, eerste lid, 20°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de gedagtekende en door beide partijen ondertekende arbeidsovereenkomst, conform de bepalingen in titel I en III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° een kopie van het internationaal akkoord ter uitvoering waarvan de tewerkstelling plaatsvindt;

3° het bewijs dat het internationale akkoord, ter uitvoering waarvan de tewerkstelling plaatsvindt, bekrachtigd is door een gewestelijke of gemeenschapsoverheid in het kader van haar respectieve bevoegdheden.

Art. 18.20 - Voor stagiairs als vermeld in artikel 2, eerste lid, 21°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de gedagtekende en door beide partijen ondertekende stageovereenkomst, met vermelding van de stageduur en de bezoldiging;

2° bij een stagiair die tewerkgesteld wordt in het kader van een programma dat goedgekeurd is door een internationale instelling van publiek recht die in België gevestigd is, waarvan het statuut geregeld wordt door een in werking getreden verdrag, het bewijs van goedkeuring van het programma door de internationale instelling;

3° bij een wederkerig uitwisselingsprogramma, het bewijs van de wederkerigheid.

Art. 18.21 - Voor postdoctorale vreemdelingen als vermeld in artikel 2, eerste lid, 25°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° het bewijs dat de postdoctorandus houder is van een doctorsgraad of over uitzonderlijke wetenschappelijke kennis beschikt die geattesteerd is door de gastuniversiteit;

2° het bewijs dat de postdoctorandus een tegemoetkoming voor wetenschappelijk onderzoek krijgt, met vermelding van het bedrag van de tegemoetkoming;

3° het bewijs dat de postdoctorandus een fundamenteel wetenschappelijk onderzoek volbrengt in de gastuniversiteit, met vermelding van de duur van het onderzoek.

Art. 18.22 - Voor onderzoekers als vermeld in artikel 2, eerste lid, 26°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid, een kopie van de ingevulde, gedagtekende en door de onderzoeker en de erkende onderzoeksinstelling ondertekende gastovereenkomst tussen de onderzoeker en de erkende onderzoeksinstelling.

Art. 18.23 - Voor kaderleden en leidinggevend personeel als vermeld in artikel 2, eerste lid, 33°, voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, de volgende documenten bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid :

1° een kopie van de gedagtekende en door beide partijen ondertekende arbeidsovereenkomst, conform de bepalingen in titel I en III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met vermelding van de jaarlijkse bezoldiging;

2° een attest van een bedrijfsrevisor opgenomen in de lijst van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren, dat bevestigt dat de werkgever voldoet aan de wettelijke voorwaarden om als hoofdzetel te worden aangewezen.

Art. 18.24 - Voor alle andere werknemers dan de werknemers als bedoeld in de artikelen 18.4 tot 18.23 of als bedoeld in de artikelen 18.26 en 18.27 voegt de werkgever, naast de documenten vermeld in artikel 18.2 en 18.3, bij het formulier vermeld in artikel 18, tweede lid, een kopie van de gedagtekende en door beide partijen ondertekende arbeidsovereenkomst die ingevuld werd en alle vermeldingen en bepalingen bevat die opgenomen zijn in bijlage I van dit besluit.

Art. 18.25 - Met behoud van de toepassing van de artikelen 18.2 tot 18.24 kan het departement de werkgever aanmanen om bij de aanvraag nog andere documenten te voegen die voor de behandeling van zijn aanvraag noodzakelijk zijn.

Art. 18.26 - § 1 - Voor een tewerkstelling als bedoeld in artikel 16 vraagt de werknemer, onderdaan van een derde land, bij het departement een toelating tot arbeid voor onbepaalde duur en voor alle in loondienst uitgeoefende beroepen aan, conform de bepalingen van deze afdeling.

De aanvraag wordt ingediend via een formulier dat het departement ter beschikking stelt. Dat aanvraagformulier vermeldt :

1° de persoonlijke gegevens van de werknemer;

2° de gegevens aangaande de voorgaande perioden van tewerkstelling in België;

3° als de werknemer in het buitenland verblijft op het ogenblik van de indiening van de aanvraag: de gegevens van de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn buitenlands verblijfsadres.

Het formulier wordt ingevuld, gedagtekend en ondertekend door de onderdaan van een derde land.

§ 2 - De werknemer voegt, naast de documenten vermeld in artikel 18.2, de volgende documenten bij het formulier vermeld in § 1 :

1° een kopie van zijn voorgaande arbeidskaarten B vermeld in artikel 3, 2°, of van zijn voorgaande verblijfstitels met het oog op werk, die de onderdaan van een derde land de mogelijkheid bieden voor een periode van meer dan negentig dagen te werken;

2° een kopie van de loonfiches of loonafrekeningen voor de recentste volledige periode van de toelating tot arbeid, alsook de betalingsbewijzen ervan;

3° een kopie van de lopende arbeidsovereenkomst of, bij het ontbreken daarvan, om het even welk ander document, aan de hand waarvan de onderdaan van een derde land aantoont dat hij over voldoende bestaansmiddelen beschikt, overeenkomstig artikel 61/25-5, § 1, 2°, van de wet van 15 december 1980.

Art. 18.27 - § 1 - Voor een tewerkstelling als bedoeld in artikel 2, eerste lid, 35°, vraagt de onderdaan van een derde land die de status van langdurig ingezetene onderdaan in een andere lidstaat van de Europese Unie heeft verkregen, bij het departement een toelating tot arbeid aan in de vorm van een vrijstelling als vermeld in hetzelfde artikel, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

De aanvraag wordt ingediend via een formulier dat het departement ter beschikking stelt. Dat aanvraagformulier vermeldt de gegevens vermeld in artikel 18.26, § 1, tweede lid, 1° en 2°.

De onderdaan van een derde land vult de aanvraag in en ondertekent het gedagtekende formulier.

§ 2 - De werknemer voegt, naast de documenten vermeld in artikel 18.2, de volgende documenten bij het formulier vermeld in § 1 :

1° een kopie van zijn voorgaande arbeidskaarten B vermeld in artikel 3, 2°, of van zijn voorgaande verblijfstitels met het oog op werk, die de onderdaan van een derde land de mogelijkheid bieden voor een periode van meer dan negentig dagen te werken;

2° een kopie van de loonfiches of loonafrekeningen voor de recentste volledige periode van de toelating tot arbeid, alsook de betalingsbewijzen ervan;

3° een kopie van de lopende arbeidsovereenkomst of, bij het ontbreken daarvan, om het even welk ander document, aan de hand waarvan de onderdaan van een derde land aantoont dat hij over voldoende bestaansmiddelen beschikt, overeenkomstig artikel 61/25-5, § 1, 2°, van de wet van 15 december 1980.

Art. 18.28 - Het departement onderzoekt de aanvraag met inachtneming van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord.

Art. 18.29 - De aanvraag wordt als onvolledig beschouwd als ze niet de documenten of de gegevens bevat die vermeld zijn in artikel 18 tot 18.3 en, naargelang van het geval, artikel 18.4 tot 18.27.

Binnen een termijn van tien dagen die ingaat vanaf de ontvangst van de aanvraag vermeld in de artikelen 18, 18.25 of 18.26, beslist het departement of die aanvraag volledig is en stelt de aanvrager over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag in kennis.

Met toepassing van artikel 19, § 2, van het samenwerkingsakkoord kan de aanvrager, nadat het departement hem daartoe aangemaand heeft, zijn aanvraag volledig maken. Nadat de aanvraag volledig gemaakt is, stelt het departement de aanvrager over de volledigheid en ontvankelijkheid in kennis.

Het departement brengt de beslissing van onontvankelijkheid aangetekend ter kennis van de werkgever of van de werknemer, onderdaan van een derde land.

18.30 - Het departement onderzoekt de eigenlijke aanvraag om toelating tot arbeid op basis van de relevante stukken van het volledig bevonden dossier en op basis van de inlichtingen en documenten die omwille van hun nut bij het indienen van de aanvraag opgevraagd werden.

Op basis van het onderzoek door het departement beslist de Gemeenschapsminister over de eigenlijke aanvraag.

Indien de Gemeenschapsminister de aanvraag om toelating tot arbeid weigert, brengt het departement die weigering aangetekend ter kennis van de werkgever en van de werknemer die voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 9 van de wet.

Overeenkomstig artikel 9 van de wet wordt het volgende vermeld in de beslissing :

1° de mogelijkheid om beroep in stellen;

2° de bevoegde instanties die daarvan kennis nemen;

3° de na te leven termijnen en vormvereisten.

Art. 18.31 - § 1 - Als de aanvraag geweigerd werd, kan de aanvrager binnen dertig dagen na kennisgeving beroep instellen bij de Gemeenschapsminister.

Als de Gemeenschapsminister de aanvraag opnieuw weigert, brengt het departement de beslissing aangetekend ter kennis van de aanvrager.

§ 2 - Zolang het beroep bij de Gemeenschapsminister hangende is, wordt elke na instelling van dit beroep ingediende aanvraag niet-ontvankelijk verklaard krachtens :

1° artikel 18, voor zover het gaat om de tewerkstelling van dezelfde werknemer en voor zover het beroep dat bij de Gemeenschapsminister hangende is betrekking heeft op een aanvraag die ingediend is krachtens artikel 18;

2° artikel 18.26, door dezelfde werknemer, voor zover het beroep dat bij de Gemeenschapsminister hangende is betrekking heeft op een aanvraag die ingediend is krachtens artikel 18.26;

3° artikel 18.27, ingediend door dezelfde werknemer, voor zover het beroep dat bij de Gemeenschapsminister hangende is betrekking heeft op een aanvraag die ingediend is krachtens artikel 18.27.

Art. 18.32 - Met behoud van de toepassing van artikel 21 van het samenwerkingsakkoord worden, in geval van een aanvraag tot hernieuwing van de toelating tot arbeid, de documenten vermeld in de artikelen 18.4 tot 18.24 niet bijgevoegd, voor zover ze sinds de verzending aan het departement onveranderd zijn gebleven."

Art. 13 - In artikel 37/1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, worden de woorden "artikel 15/1, eerste lid, punt b)" vervangen door de woorden "artikel 15/1, § 2, eerste lid, 2°".

Art. 14 - In artikel 37/2 van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, worden de woorden "artikel 15/1" vervangen door de woorden "artikel 15/1, § 2, eerste lid, 2°".

Art. 15 - In artikel 38, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit wordt het woord "Minister" vervangen door het woord "Gemeenschapsminister".

Art. 16 - Het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 betreffende de regels voor het indienen van de aanvragen en het afleveren van voorlopige arbeidsvergunning in het kader van de aanvraag door een buitenlandse werknemer ter verkrijgen van een "Europese blauwe kaart" wordt opgeheven.

**Art. 17** - De arbeidskaarten A die toegekend zijn met toepassing van de bepalingen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit van kracht waren, blijven geldig.

**Art. 18** - De aanvragen ter verkrijging van een arbeidskaart A die voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit werden ingediend, blijven onderworpen aan de bepalingen die voor die datum van kracht waren.

**Art. 19** - De arbeidsvergunningen en arbeidskaarten B die toegekend werden met toepassing van de bepalingen die voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit van kracht waren, blijven geldig.

**Art. 20** - De aanvragen ter verkrijging van de arbeidsvergunning en de arbeidskaart B die voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit werden ingediend, blijven onderworpen aan de bepalingen die voor die datum van kracht waren.

De aldus toegekende arbeidsvergunning en arbeidskaart B blijven geldig tot op het ogenblik dat ze verstrijken.

**Art. 21** - De arbeidsvergunningen en arbeidskaarten vermeld in de artikelen 19 en 20 kunnen alleen toegekend worden met inachtneming van de procedure tot hernieuwing van de toelating tot arbeid bepaald in artikel 21 van het Samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten en bepaald in artikel 18.3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

**Art. 22** - Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het voormelde samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018.

**Art. 23** - De minister bevoegd voor Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 7 juni 2018.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :  
De Minister-President  
O. PAASCH  
De Viceminister-President,  
Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,  
I. WEYKMANS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203206]

#### 31 MAI 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant la charte déontologique des caisses d'allocations familiales exerçant leurs activités sur le territoire de la région de langue française

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, l'article 99, alinéa 2;

Vu le rapport du 7 mai 2018 visé à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, rendu le 15 mai 2018;

Considérant que les caisses d'allocations familiales exercent une mission de service public;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Gouvernement wallon approuve la charte déontologique dont le contenu figure à l'annexe du présent arrêté.

**Art. 3.** La charte déontologique est évaluée, par le Comité Familles, au plus tard dans les deux ans de l'entrée en vigueur du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales.

Le Comité Familles informe le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions des résultats de son évaluation.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 5.** Le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :  
Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI